



REGLEMENT D'APPEL A PROJETS POUR L'ATTRIBUTION DE CONTRATS DE SUBVENTION

**INTITULE DU PROGRAMME :
SAVOIRS ECO**

**OBJET DE L'APPEL A PROJETS :
OCTROI DE SUBVENTIONS EN FAVEUR D'UNE INITIATIVE DE DIFFUSION ET DE
VULGARISATION SUR LES QUESTIONS ÉCONOMIQUES ET DE DÉVELOPPEMENT
DURABLE EN TUNISIE**

**MONTANT DISPONIBLE DE L'APPEL A PROJETS :
200 000 €**

CALIBRAGE FINANCIER DES SUBVENTIONS :
Une seule subvention sera accordée pour cet appel
Montant minimum de la subvention : 150 000 €
Montant maximum de la subvention : 200 000 €

**DATE HEURE ET LIEU DE LA REUNION D'INFORMATION DE L'APPEL A PROJETS :
27/05/2024 A 10H00 (HEURE DE TUNIS) A EXPERTISE FRANCE - TUNIS**

**DATE ET HEURE LIMITES DE REMISE DE LA DEMANDE COMPLÈTE: 15/07/2024 A 23H59 (HEURE DE
TUNIS)**

AVERTISSEMENT

Il s'agit d'un appel à projets ouvert. Tous les documents doivent être soumis en même temps (note succincte de présentation et demande complète). Dans un premier temps, seules les notes succinctes de présentation seront évaluées. Par la suite, l'évaluation des demandes complètes sera effectuée pour les demandeurs chefs de file présélectionnés. Après l'évaluation des demandes complètes, l'éligibilité des demandeurs provisoirement sélectionnés sera vérifiée sur la base des pièces justificatives demandées par Expertise France et de la déclaration signée du demandeur chef de file, envoyées en même temps que la demande complète.

TABLE DES MATIERES

1.	le projet « Savoirs Eco en Tunisie ».....	4
1.1	Contexte.....	4
1.2	Objectifs et priorités de l'appel à projets.....	5
1.3	Montant de l'enveloppe financière mise à disposition par Expertise France.....	6
2.	RÈgles applicables a l'appel à projets	7
2.1	Critères d'éligibilité	7
▪ 2.1.1	Éligibilité du demandeur chef de file	7
▪ 2.1.2	Associés et contractants	8
▪ 2.1.3	Actions éligibles : pour quelles actions une demande peut-elle être présentée ?	9
▪ 2.1.4	Éligibilité des coûts : quels coûts peuvent être inclus ?	10
2.2	Présentation de la demande et procédures à suivre	12
▪ 2.2.1	Formulaires de demande	12
▪ 2.2.2	Où et comment envoyer les demandes ?	12
▪ 2.2.3	Date limite de soumission des demandes	13
▪ 2.2.4	Autres renseignements sur les demandes	13
2.3	Évaluation et sélection des demandes.....	13
2.4	Notification de la décision d'Expertise France.....	19
2.5	Conditions de la mise en œuvre après la décision d'Expertise France d'attribution d'une subvention	20
2.6	Protection des données personnelles et confidentialité	20
3.	liste des annexes	22

1. LE PROJET « SAVOIRS ECO EN TUNISIE »

1.1 Contexte

Le projet Savoirs Eco

Le projet [Savoirs Eco en Tunisie](#) vise à renforcer le débat public sur les questions économiques et de développement durable en Tunisie en apportant des appuis techniques et financiers aux Structures productrices de savoirs économiques (SPSE), c'est-à-dire : i) organismes publics d'analyse et d'aide à la décision ; ii) structures de recherche académique en économie et en sciences sociales ; iii) think tanks issus de la société civile. Le Projet s'articule autour de 3 composantes : ① renforcement de capacités des SPSE ; ② accompagnement des SPSE dans la production d'études/policy briefs rigoureux et accessibles ; ③ soutien dans la diffusion et la vulgarisation des études/policy briefs des SPSE. Financé à hauteur de 4,5 millions d'euros par l'Union européenne sur une durée de 3 ans (février 2023 – janvier 2026), le projet Savoirs Eco est mis en œuvre par Expertise France avec l'appui de 4 partenaires : [Ferdj](#), [GDN](#), [France Stratégie](#) et [Insee](#).

Objet de l'appel à projets

Afin de soutenir le débat public sur les questions économiques, le projet Savoirs Eco prévoit d'attribuer une subvention en faveur **d'une initiative ayant vocation à diffuser et vulgariser du savoir et de la connaissance sur les enjeux économiques et de développement durable en Tunisie.**

Justification de l'appel à projets

Aujourd'hui, les Structures productrices de savoirs économiques (SPSE) tunisiennes alimentent le débat public à travers la diffusion de nombreux contenus¹ à l'attention du public. Il existe une grande diversité de contenus diffusés dans l'espace public couvrant un champ thématique par définition extrêmement large (à titre indicatif, nous pouvons citer des sujets comme la soutenabilité de la dette publique, l'adaptation de l'économie tunisienne au changement climatique, l'émigration des diplômé(e)s tunisiens, la transition numérique, la politique fiscale...etc.). En dépit de la dynamique à l'œuvre, il est possible de faire plusieurs constats :

- Caractère restreint et compartimenté des publics cibles auxquels s'adressent les contenus produits et diffusés par les SPSE².
- Visibilité et utilisation relativement limités des contenus produits et diffusés par les SPSE, en raison notamment du caractère spécialisé/technique/volumineux des analyses proposés.
- Difficulté pour les SPSE de produire et de diffuser – sur une base régulière – du contenu rigoureux et accessible dans l'espace public.

Dans ce contexte et au regard des objectifs du projet Savoirs Eco en Tunisie, il apparaît pertinent de chercher à appuyer une initiative visant à diffuser et vulgariser de manière régulière des contenus à la fois rigoureux et accessibles sur les questions économiques et de développement durable en Tunisie.

¹ Le terme « contenu » est défini comme un ensemble de connaissances ou d'informations mises à la disposition d'une personne/d'un public sous forme écrite, audio, vidéo.

² Schématiquement, les contenus produits par les organismes publics s'adressent aux décideurs publics et privés ; ceux des laboratoires de recherche se focalisent sur l'écosystème de la recherche scientifique ; tandis que les contenus produits par les think tanks associatifs s'adressent à un public engagé dans la société civile.

Enjeux liés à la réponse à l'appel à projets

La réponse au présent appel à projets implique d'avoir une compréhension fine de l'ensemble de la « chaîne de production/diffusion/vulgarisation du savoir » comprenant en amont la production initiale de la connaissance (souvent spécialisée et technique) ; puis sa diffusion à un public initié ; et enfin en aval la valorisation/vulgarisation de la connaissance auprès d'un public élargi non forcément initié. Dans ce contexte, il sera important que les soumissionnaires apportent des réponses convaincantes à plusieurs enjeux qui peuvent être considérés comme des facteurs potentiels de réussite de l'initiative portée. A cet égard, citons les facteurs (non exhaustifs) suivants :

- *Mobiliser des contenus analytiques.* Le/les porteur/s de l'initiative devra/devront être en capacité de produire et/ou surtout de mobiliser – au sein de l'écosystème des SPSE en Tunisie et à l'étranger – des analyses pertinentes ayant vocation à être diffusées dans l'espace public.
- *Assurer la qualité des contenus analytiques.* Le/s porteur/s de l'initiative devra/devront mettre en place un dispositif adapté de contrôle de la qualité des contenus analytiques produits (avant que ceux soient diffusés).
- *Diffuser des contenus analytiques régulièrement.* Le/les porteur/s de l'initiative devra/devront proposer un dispositif permettant de diffuser des contenus analytiques sur une base régulière afin de fidéliser un public d'initiés et plus généralement un public intéressé par les questions économiques et de développement durable en Tunisie.
- *Vulgariser/valoriser les contenus analytiques.* Le/les porteur/s de l'initiative devra/devront proposer des activités de vulgarisation/valorisation à partir notamment des contenus analytiques préalablement diffusés. Les activités/actions de vulgarisation devraient avoir un rôle essentiel pour élargir l'audience de l'initiative et pour chercher à atteindre un public non initié. Dans ce cadre, une attention particulière sera apportée à la stratégie qui visera à atteindre les différents publics-cibles, notamment la jeunesse, et à prendre en compte les enjeux relatifs à l'égalité hommes/femmes.

1.2 Objectifs et priorités de l'appel à projets

L'**objectif général** du présent appel à projets est de financer une initiative de diffusion et de vulgarisation du savoir et de la connaissance sur les questions économiques et de développement durable en Tunisie.

Les **objectifs spécifiques** du présent appel à projets sont :

- Diffuser dans l'espace public, de manière régulière, des contenus sur les questions économiques et de développement durable à la fois rigoureux et accessibles.
- Produire et diffuser des contenus vulgarisés sur les questions économiques et de développement durable à l'attention d'un public non initié.
- Développer une stratégie de partenariat afin de favoriser la pérennité de l'initiative et les synergies entre acteurs impliqués dans la production/diffusion/vulgarisation sur les questions économiques et de développement durable.

La réalisation de ces objectifs devrait s'appuyer sur des partenariats entre structures tunisiennes et/ou avec des structures internationales, notamment dans les régions MENA et en Afrique subsaharienne, menant des actions en Tunisie et ce afin d'être en mesure de répondre au trois objectifs spécifiques de l'appel et aux enjeux précisés dans la section 1.1.

Le présent appel s'adresse à des organisations dont :

- La mission principale porte sur la production ; et/ou la mobilisation ; et/ou la diffusion ; et/ou la vulgarisation/valorisation de savoirs économiques au sens large dans l'espace public.
- Les travaux portent sur les questions économiques et de développement durable en Tunisie.

1.3 Montant de l'enveloppe financière mise à disposition par Expertise France

Le montant indicatif global mis à disposition au titre du présent appel à projets s'élève à **200 000 EUR**.

Une seule subvention sera attribuée dans le cadre du présent appel à projets.

Expertise France se réserve la possibilité de ne pas attribuer tous les fonds disponibles.

Montant des subventions

Toute demande de subvention dans le cadre du présent appel à projets doit être comprise entre **150 000 EUR et 200 000 EUR**.

Pourcentage de cofinancement

Dans le cadre de cet appel à projets, le co-financement n'est pas exigé ; la subvention couvre l'intégralité des coûts éligibles de l'action.

Dans le cas où le demandeur souhaite cofinancer l'action, le montant de ce cofinancement doit être compris entre **10% et 49%** maximum du total des coûts éligibles de l'action.

Le solde (c'est-à-dire la différence entre le coût total de l'action et le montant demandé à Expertise France) doit être financé par des sources autres que le budget de l'Union européenne ou que le budget d'Expertise France.

2. RÈGLES APPLICABLES A L'APPEL A PROJETS

Le présent règlement d'appel à projets définit les règles de soumission, de sélection et de mise en œuvre des actions financées dans le cadre de l'appel à projets qui en fait l'objet.

2.1 Critères d'éligibilité

Il existe trois séries de critères d'éligibilité, qui concernent respectivement :

(1) les acteurs:

le demandeur chef de file, c'est-à-dire l'entité soumettant le formulaire de demande (2.1.1),

le cas échéant, se(s) partenaire(s) (2.1.1),

(2) les actions:

les actions pouvant bénéficier d'une subvention (2.1.4);

(3) les coûts:

les types de coûts pouvant être inclus dans le calcul du montant de la subvention (2.1.5).

2.1.1 *Éligibilité du demandeur chef de file*

Demandeur chef de file

(1) Pour pouvoir prétendre à une subvention, le demandeur chef de file doit satisfaire aux conditions suivantes :

- Être une personne morale ; **et**
- Être sans but lucratif ou ayant conscience qu'aucune marge de profit ne peut être réalisée sur le budget du projet ; **et**
- Appartenir à l'une des catégories suivantes : organisation non gouvernementale, association ou syndicat, entreprise, **et**
- Être établi ³ en Tunisie (JORT / RNE) ; **et**
- Être directement chargés de la préparation et de la gestion de l'action avec le(s) partenaire(s) et non agir en tant qu'intermédiaire ; **et**
- Démontrer une compétence technique à mettre en place le projet proposé en fournissant une description des activités de l'organisation et une présentation des expériences à indiquer dans le formulaire de demande ;

³ L'établissement est déterminé sur base de l'annonce au Journal Officiel de la République Tunisienne JORT qui devra démontrer que l'organisation a été créée par un acte de droit interne du pays concerné et que son siège social est situé en Tunisie. À cet égard, toute entité juridique dont les statuts ont été créés dans un autre pays ne peut être considérée comme une organisation locale éligible, même si elle est enregistrée localement ou qu'un « protocole d'accord » a été conclu.

- (2) Les demandeurs potentiels ne peuvent participer à des appels à propositions ni être bénéficiaires d'une subvention s'ils se trouvent dans une des situations mentionnées à l'annexe VIII du projet de contrat.

Le formulaire de demande de subvention (« déclaration du demandeur chef de file »), le demandeur chef de file doit déclarer que ni lui-même ni le(s) partenaire(s) ne se trouvent dans une de ces situations.

Le demandeur chef de file peut agir soit individuellement, soit avec un ou des partenaires

Si la subvention lui est attribuée, le demandeur chef de file devient le bénéficiaire identifié dans les Conditions particulières. A ce titre, il assume la pleine responsabilité financière de la mise en œuvre de l'action dans le respect des conditions du contrat de subvention. Le bénéficiaire est l'interlocuteur principal d'Expertise France. Il représente les éventuels autres partenaires et agit en leur nom. Il conçoit et coordonne la mise en œuvre de l'action.

Partenaire(s)

Les partenaires participent à la définition et à la mise en œuvre de l'action, et les coûts qu'ils encourent sont éligibles au même titre que ceux encourus par le demandeur chef de file.

Les partenaires doivent satisfaire aux critères d'éligibilité qui s'appliquent au demandeur chef de file lui-même.

Toutefois, en plus des catégories citées au point 2.1.1, ils peuvent appartenir aux catégories suivantes :

Toute entité juridique dont les statuts ont été créés dans un autre pays peut être considérée comme une organisation partenaire au chef de file.

Les organisations étrangères, c'est-à-dire établies hors de Tunisie, sont autorisées à participer à l'Appel à propositions dans le cadre de partenariats avec une ou plusieurs organisations locales et uniquement en position de partenaire. Les demandeurs étrangers devront démontrer que leur expérience apporte une valeur ajoutée et un appui technique au projet, que leur action (i) répond à une demande et à des besoins identifiés au niveau local, (ii) contribue au développement de connexions entre les écosystèmes sur le long terme et (iii) inclut un soutien actif aux partenaires locaux (renforcement des capacités, transfert de compétences).

Les partenaires doivent signer le "mandat pour le demandeur principal" du formulaire de demande de subvention.

2.1.2 Associés et contractants

Les entités suivantes ne sont ni des demandeurs ni des partenaires. Elles n'ont pas à signer le « mandat pour le bénéficiaire » :

Associés

D'autres organisations ou personnes peuvent être associées à l'action. Les associés participent effectivement à l'action, mais ne peuvent prétendre à bénéficier de la subvention, à l'exception des indemnités journalières et des frais de déplacement. Ces associés ne doivent pas répondre aux critères d'éligibilité mentionnés au point 2.1.1. Les associés doivent être mentionnés dans la partie B, section 6, du formulaire de demande de subvention, intitulée « Associés participant à l'action ».

Contractants

Les bénéficiaires et leurs partenaires peuvent attribuer des marchés. Les associés ou partenaires ne peuvent pas être en même temps des contractants du projet. Les contractants sont soumis aux règles de passation de

marchés énoncées à l'annexe IV du modèle de contrat de subvention.

2.1.3 Actions éligibles : pour quelles actions une demande peut-elle être présentée ?

Définition

Une action comprend une série d'activités.

Durée

La durée initiale prévue d'une action ne peut pas être inférieure à 12 mois ni excéder 15 mois

Secteurs ou thèmes

La thématique couverte par le présent appel à projets porte sur la diffusion et la vulgarisation des connaissances et savoirs sur les enjeux économiques et de développement durable. Une attention particulière sera apportée à la prise en compte des questions de justice sociale et de genre dans la proposition des soumissionnaires, et aux propositions mobilisant plusieurs types d'acteurs.

Couverture géographique

Les actions doivent être mises en œuvre en Tunisie.

Types d'action

Les actions proposées devront s'inscrire dans les domaines identifiés par les objectifs et sous-objectifs mentionnés au point 1.2 :

- Produire/mobiliser/coordonner des contenus analytiques au sein de l'écosystème des Structures productrices de savoirs économiques (SPSE) en Tunisie (et le cas échéant à l'étranger), c'est-à-dire : i) organismes publics d'analyse et d'aide à la décision ; ii) structures de recherche académique en économie et en sciences sociales ; iii) think tanks issus de la société civile.
- Diffuser dans l'espace public des contenus sur les questions économiques et de développement durable sur une base rigoureuse et accessible à l'attention notamment d'un public initié.
- Vulgariser et valoriser des contenus sur les questions économiques et de développement durable afin de sensibiliser un public non initié.
- Développer une stratégie de partenariat afin de favoriser les collaborations/synergies entre les acteurs directement impliqués dans la production/mobilisation/diffusion/vulgarisation de contenus sur les questions économiques et de développement durable ; ainsi que les acteurs impliqués indirectement (bailleurs, donateurs privés).

Les types d'action suivants ne sont pas éligibles :

- **Actions consistant uniquement ou principalement à l'achat d'équipement ;**
- **Actions consistant uniquement ou principalement à rémunérer des prestations de tiers ;**
- **Actions consistant uniquement ou principalement à parrainer la participation de particuliers à des ateliers, séminaires, conférences et congrès ;**
- **Actions consistant uniquement ou principalement à financer des bourses individuelles d'études ou de formation ;**

- **Actions consistant exclusivement ou prioritairement en dépenses en capital, par ex. l'achat de terrains, de bâtiments, d'équipements et de véhicules. L'achat d'équipement doit être dûment justifié et s'intégrer dans la cohérence de l'action ;**
- **Actions soutenant financièrement et/ou politiquement des partis politiques, groupes religieux ;**
- **Actions incluant des aspects de prosélytisme religieux et politique ;**
- **Actions incluant des aspects de discrimination.**

Expertise France se réserve le droit de se prononcer sur l'éligibilité des types d'actions non citées à la présente liste en relation avec les objectifs identifiés au point 1.2.

Types d'activité

- Activités de production/mobilisation/coordination de contenus analytiques
- Activités de contrôle qualité/correction/édition de contenus analytiques (y compris activités de traduction et sous-titrage)
- Activités de diffusion de contenus analytiques (sous forme écrite/audio/vidéo/autres)
- Activités de vulgarisation de contenus analytiques (blog, podcast, vidéo, infographie, autres)
- Activités de promotion/événementiel liés à des activités de diffusion/vulgarisation de contenus analytiques

Cette liste est présentée à titre indicatif et non exhaustif, d'autres activités permettant la réalisation des objectifs de l'appel peuvent être proposées.

Soutien financier à des tiers⁴

Les demandeurs ne peuvent pas proposer de soutenir des tiers financièrement.

Visibilité

Les demandeurs doivent prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la visibilité du financement par Expertise France et l'Union européenne. Les actions financées entièrement ou partiellement par Expertise France et doivent autant que possible comprendre des activités d'information et de communication visant à sensibiliser tout ou partie du public aux motifs de l'action, au motif de l'aide fournie par Expertise France dans le pays ou la région concernée, ainsi qu'aux résultats et impact de cette aide.

Les demandeurs doivent se conformer aux objectifs et priorités et garantir la visibilité du financement d'Expertise France.

Nombre de demandes et de subventions par demandeur

Le demandeur chef de file ne peut pas soumettre plus d'une (1) demande dans le cadre du présent appel à projets.

Un partenaire ne peut pas être un partenaire dans plus d'une (1) demande dans le cadre du présent appel à projets.

2.1.4 Éligibilité des coûts : quels coûts peuvent être inclus ?

Seuls les « coûts éligibles » peuvent être couverts par une subvention. Les types de coûts éligibles et inéligibles sont indiqués ci-dessous. Le budget constitue à la fois une estimation des coûts et un plafond global des « coûts éligibles ».

⁴ Ces tiers n'étant ni des partenaires, ni des associés ni des contractants.

Les recommandations d'attribuer une subvention sont toujours subordonnées à la condition que les vérifications précédant la signature du contrat de subvention ne révèlent pas de problèmes nécessitant des modifications du budget (par exemple, les erreurs arithmétiques, les inexactitudes, les coûts irréalistes et les coûts non éligibles). Cette procédure de vérification peut donner lieu à des demandes de clarification et conduire Expertise France à imposer des modifications ou des réductions afin de corriger ces erreurs ou inexactitudes. Ces corrections ne peuvent entraîner une augmentation de la subvention ou du pourcentage du cofinancement d'Expertise France.

En conséquence, il est dans l'intérêt des demandeurs de fournir un **budget réaliste et d'un rapport coût-efficacité convenable**.

Coûts directs éligibles

Pour être éligibles aux fins du présent appel à projets, les coûts doivent respecter les conditions prévues à l'article 14 des conditions générales du modèle de contrat de subvention.

Réserve pour imprévus

Le budget peut inclure une réserve pour imprévus correspondant au maximum à 5 % des coûts directs éligibles estimés. Elle ne peut être utilisée qu'avec **l'autorisation écrite préalable** d'Expertise France.

Coûts indirects éligibles

Les coûts indirects supportés pendant la mise en œuvre de l'action peuvent être éligibles pour un financement forfaitaire, mais le montant total ne peut excéder 7 % du total estimé des coûts directs éligibles. Les coûts indirects sont éligibles pour autant qu'ils n'incluent pas de coûts portés en compte sur une autre rubrique du budget dans le modèle de contrat de subvention. Le demandeur chef de file peut être invité à justifier le pourcentage demandé avant la signature du contrat de subvention. Cependant, une fois le taux forfaitaire fixé dans les conditions particulières du contrat de subvention, aucune pièce justificative ne devra être fournie par le bénéficiaire.

Si un des demandeurs ou un des partenaires bénéficie d'une subvention de fonctionnement financée par Expertise France ou par l'UE, il/elle ne peut inscrire des coûts indirects sur les coûts qu'il/elle supporte au budget proposé pour l'action.

Coûts inéligibles

Les coûts suivants ne sont pas éligibles :

- Les dettes et la charge de la dette (intérêts) ;
- Les provisions pour pertes ou dettes futures éventuelles ;
- Les coûts déclarés par le bénéficiaire et financés par une autre action ou un autre programme de travail bénéficiant d'une subvention d'Expertise France ou de l'Union européenne ;
- Les achats de terrains ou d'immeubles, sauf si ces achats sont indispensables à la mise en œuvre directe de l'action, auquel cas leur propriété doit être transférée conformément à l'article 7.5 des conditions générales du modèle de contrat de subvention, au plus tard à l'issue de l'action ;
- Les pertes de change ;
- Les taxes et TVA

2.2 Présentation de la demande et procédures à suivre

Appel à projets ouvert

2.2.1 *Formulaires de demande*

Les demandes doivent être soumises conformément aux instructions sur la note succincte de présentation et la demande complète contenues dans le formulaire de demande de subvention annexé au présent Règlement (annexe A).

Les demandeurs doivent soumettre leur demande en français.

Toute erreur ou incohérence majeure relative aux points mentionnés dans les instructions pour l'élaboration de la note succincte de présentation ou toute incohérence majeure dans la demande (par exemple si les montants mentionnés dans les feuilles de calcul du budget ne correspondent pas) peut conduire au rejet de la demande.

Des éclaircissements ne seront demandés que lorsque les informations fournies ne sont pas claires et empêchent donc Expertise France de réaliser une évaluation objective.

Les demandes manuscrites ne seront pas acceptées.

Il est à noter que seuls le formulaire de demande de subvention et les annexes publiées qui doivent être complétées (budget, cadre logique) seront évalués. Il est par conséquent très important que ces documents contiennent TOUTES les informations pertinentes concernant l'action. Aucune annexe supplémentaire ne doit être envoyée.

2.2.2 *Où et comment envoyer les demandes ?*

La demande du chef de file doit être soumise par voie dématérialisée à l'adresse URL suivante :

www.savoirseco.tn

Les plis envoyés par d'autres moyens (par exemple par télécopie ou courrier électronique) ou remis à d'autres adresses seront rejetés.

Les demandeurs doivent s'assurer que leur demande est complète en utilisant conformément au formulaire de demande de subvention (Annexe A - 3ème partie). Les demandes incomplètes peuvent être rejetées.

Documents à soumettre

- Annexe A : Formulaire de la demande : note succincte et note complète (avec les mandats/déclarations demandés dans le formulaire)
- Annexe B : budget de l'action
- Annexe C: Cadre logique
- Preuve d'enregistrement de l'entité juridique (exemple : publication au journal, Registre national des entreprises RNE, etc.) du demandeur chef de file et de ses éventuels partenaires
- RIB bancaire au nom du demandeur chef de file

2.2.3 Date limite de soumission des demandes

La date et l'heure limite de soumission des demandes sont indiquées en page de garde du présent Règlement, tel que prouvé par la date de l'accusé de réception électronique. Toute demande soumise après la date limite sera automatiquement rejetée.

2.2.4 Autres renseignements sur les demandes

Une session d'information relative au présent appel à projets sera organisée le **27/05/2024 à 10H00** à Expertise France, 20 rue Ibn Nafis, SOPIC BUILDING, ZI Kheireddine, 2015 Lac 3 - Tunis

Les demandeurs peuvent envoyer leurs questions par courrier électronique, au plus tard 10 jours avant la date limite de soumission des demandes, à l'/aux adresse(s) figurant ci-après, en indiquant clairement la référence de l'appel à projets :

Adresse de courrier électronique : **contact@savoirseco.tn**

Expertise France n'a pas l'obligation de fournir des éclaircissements au sujet des questions reçues après cette date.

Il y sera répondu au plus tard 5 jours avant la date limite de soumission des demandes.

Afin de garantir une égalité de traitement des demandeurs, Expertise France ne peut pas donner d'avis préalable sur l'éligibilité des demandeurs chefs de file, des partenaires, d'une action ou d'activités spécifiques.

Aucune réponse individuelle ne sera donnée aux questions posées. Toutes les questions et leurs réponses ainsi que d'autres informations importantes communiquées aux demandeurs au cours de la procédure d'évaluation seront publiées en temps utile et partagées à l'ensemble des candidats. **Il est par conséquent recommandé de consulter régulièrement le site internet dont l'adresse figure ci-dessus afin d'être informé des questions et réponses publiées.**

2.3 Évaluation et sélection des demandes

Les demandes seront examinées et évaluées par Expertise France avec l'aide, le cas échéant, d'assesseurs externes. Toutes les demandes seront évaluées selon les étapes et critères décrits ci-après.

Si l'examen de la demande révèle que l'action proposée ne remplit pas les critères d'éligibilité décrits au point 2.1.4, la demande sera rejetée sur cette seule base.

1^{ère} ÉTAPE : OUVERTURE, VÉRIFICATION ADMINISTRATIVE ET VÉRIFICATION DE L'ÉLIGIBILITÉ DES DEMANDEURS ET DE(S) PARTENAIRE(S)**Ouverture et vérification administrative**

Au stade de l'ouverture et de la vérification administrative, les éléments suivants seront examinés :

- Respect de la date et l'heure limites. À défaut, la demande sera automatiquement rejetée.
- Respect, par le formulaire de demande, de tous les critères spécifiés du formulaire de demande de subvention. Cet examen inclut aussi une appréciation de l'éligibilité de l'action. Si une des informations demandées fait défaut ou est incorrecte, la demande peut être rejetée sur cette seule base et ne pas être évaluée.

Vérification de l'éligibilité

La vérification de l'éligibilité sera effectuée sur la base des pièces justificatives demandées par Expertise France (voir point 2.4).

La conformité entre la déclaration du demandeur chef de file (du formulaire de demande de subvention) et les pièces justificatives fournies par ce dernier sera vérifiée. Toute pièce justificative manquante ou toute incohérence entre la déclaration du demandeur chef de file et les pièces justificatives pourra conduire sur cette seule base au rejet de la demande.

- L'éligibilité des demandeurs et des partenaires sera vérifiée sur la base des critères établis aux points 2.1.1, 2.1.2 et 2.1.3.

Toute demande rejetée sera remplacée par la première demande la mieux placée sur la liste de réserve qui se trouve dans les limites du budget prévu pour le présent appel à projets.

2^{ème} ÉTAPE: ÉVALUATION DES NOTES SUCCINCTES DE PRÉSENTATION

Les notes succinctes de présentation satisfaisant à ce contrôle seront évaluées au regard de la pertinence et de la conception de l'action proposée.

Les notes succinctes de présentation se verront attribuer une note globale sur **50** suivant la ventilation figurant dans la grille d'évaluation ci-après. L'évaluation permettra aussi de vérifier la conformité avec les instructions relatives à la manière de remplir la note succincte de présentation, qui figurent au formulaire de demande de subvention.

Les critères d'évaluation sont divisés par rubriques et sous-rubriques. Chaque sous-rubrique est notée entre 1 et 5 comme suit : 1 = très insuffisant, 2 = insuffisant, 3 = moyen, 4 = bon, 5 = très bon.

1. Pertinence de l'action	Sous-notes	30
1.1 Dans quelle mesure la proposition est-elle pertinente par rapport aux objectifs et priorités de l'appel à projets?*	5(x2)**	
1.2 Dans quelle mesure la proposition est-elle pertinente par rapport aux besoins particuliers et contraintes du/des pays ou de la/des région(s) cible(s) (y compris la synergie avec d'autres initiatives d'Expertise France, de l'UE, d'Organisations internationales et l'absence de double emploi)?	5(x2)**	
1.3 Dans quelle mesure les parties concernées (bénéficiaires finaux, groupes cibles) sont-elles clairement définies et choisies de manière stratégique ? Leurs besoins ont-ils été clairement définis et sont-ils convenablement abordés dans la proposition?	5	
1.4 La proposition contient-elle des éléments spécifiques apportant une valeur ajoutée, tels que des aspects environnementaux, la promotion de l'égalité hommes/femmes et de l'égalité des chances, les besoins des personnes handicapées, les droits des minorités et les droits des populations indigènes ou l'innovation et les meilleures pratiques?	5	
2. Conception de l'action	Sous-notes	20
2.1 Dans quelle mesure la conception générale de l'action est-elle cohérente ? En particulier, reflète-t-elle l'analyse des problèmes, tient-elle compte des facteurs externes ainsi que des parties prenantes concernées?	5(x2)**	
2.2 L'action est-elle faisable et logique par rapport aux objectifs et résultats escomptés?	5	
2.3 Dans quelle mesure la/les entité/s soumissionnaire/s sont-elles capables de mettre en œuvre une action répondant au 3 objectifs spécifiques	5	
SCORE TOTAL		50

** Ces scores sont multipliés par 2 en raison de leur importance.

Une fois toutes les notes succinctes de présentation évaluées, une liste sera établie, classant les actions proposées selon leur score total.

En premier lieu, seules les notes succinctes de présentation ayant atteint un score total d'au moins **30 points** seront prises en compte pour la présélection.

En second lieu, le nombre de notes succinctes de présentation sera réduit en tenant compte de leur rang dans la liste, du nombre de notes succinctes de présentation dont le montant cumulé total des contributions demandées est égal à au moins **200 %** du budget disponible pour le présent appel à projets. Le montant des contributions demandées de chaque note succincte de présentation sera basé sur les enveloppes financières indicatives prévues.

Après l'évaluation des notes succinctes de présentation, Expertise France enverra une lettre à tous les demandeurs, spécifiant si leur demande a été soumise avant la date limite, les informant du numéro de référence qui leur a été attribué et si leur note succincte de présentation a été évaluée ainsi que les résultats de cette évaluation. Le comité d'évaluation procédera alors à l'évaluation des demandes complètes des demandeurs chefs de file présélectionnés.

3^{ème} ÉTAPE : ÉVALUATION DES DEMANDES COMPLÈTES

En premier lieu, il convient d'évaluer les points suivants :

- Respect, par la demande complète, de tous les critères spécifiés dans le présent règlement dans le formulaire de demande. Cet examen inclut aussi une appréciation de l'éligibilité de l'action. Si une des informations demandées est manquante ou incomplète, la demande peut être rejetée sur cette seule base et elle ne sera pas évaluée.

Les demandes complètes satisfaisant à ce contrôle seront ensuite évaluées au regard de leur qualité, y compris du budget proposé et de la capacité des demandeurs et de(s) partenaire(s), sur la base des critères d'évaluation de la grille d'évaluation reproduite ci-après. Les critères d'évaluation se décomposent en critères de sélection et critères d'attribution.

Les **critères de sélection** aident à évaluer la capacité opérationnelle des demandeur(s) et des partenaire(s) et servent à vérifier que ceux-ci disposent de la capacité de gestion et des compétences et qualifications professionnelles requises pour mener à bien l'action proposée. Ceci s'applique aux demandeurs chef de file et se fonde sur l'analyse des informations fournies dans le cadre de l'annexe E.

Les **critères d'attribution** aident à évaluer la qualité des demandes au regard des objectifs et priorités fixés dans le Règlement, et à octroyer les subventions aux projets qui maximisent l'efficacité globale de l'appel à projets. Ils aident à sélectionner les demandes qui assurent à Expertise France le respect de ses objectifs et priorités. Ils concernent la pertinence de l'action et sa cohérence avec les objectifs de l'appel à projets, la qualité, l'effet escompté, la durabilité de l'action ainsi que son efficacité par rapport aux coûts.

Notation:

Les critères d'évaluation se subdivisent en rubriques et sous-rubriques. Chaque sous-rubrique est notée entre 1 et 5, comme suit: 1 = très insuffisant, 2 = insuffisant, 3 = moyen, 4 = bon, 5 = très bon.

Grille d'évaluation :

Rubrique	Note maximum
1. Pertinence de l'action	/30
<i>Report du score obtenu lors de l'évaluation de la note succincte de présentation</i>	
2. Efficacité et faisabilité de l'action	/30
2.1 Les activités proposées sont-elles appropriées, concrètes et cohérentes avec les objectifs et résultats escomptés?	15
2.2 Le plan d'action est-il clair et faisable?	5
2.3 La proposition contient-elle des indicateurs objectivement vérifiables pour évaluer les résultats de l'action ? Une évaluation est-elle prévue?	5
2.4 Le niveau d'implication et de participation à l'action du/des demandeur(s) et partenaire(s) est-il satisfaisant ? <i>Si le demandeur chef de file fait une demande sans partenaires, la note pour le point 2.4 sera de 10 sauf si la participation de partenaires est obligatoire conformément au présent Règlement à l'intention des demandeurs.</i>	5
3. Durabilité de l'action	/20
3.1 La proposition est-elle susceptible d'avoir des effets multiplicateurs? (notamment probabilité de reproduction, d'extension et de partage d'informations).	5
3.2 Les résultats attendus de l'action proposée sont-ils durables? - d'un point de vue financier (<i>comment seront financées les activités au terme du financement ?</i>) - d'un point de vue institutionnel (<i>existera-t-il des structures permettant la poursuite des activités à la fin de l'action ? Y aura-t-il une « appropriation » locale des résultats de l'action?</i>) - d'un point de vue environnemental (le cas échéant) (<i>l'action aura-t-elle un impact positif/négatif sur l'environnement?</i>)	15
4. Budget et rapport coût-efficacité de l'action	/20
4.1 Les activités sont-elles convenablement reflétées dans le budget?	/ 10
4.2 Le ratio entre les coûts estimés et les résultats escomptés est-il satisfaisant?	/ 10
Score total maximum	100

Sélection provisoire

Après l'évaluation, un tableau sera établi, reprenant l'ensemble des demandes classées d'après leur score. La demande ayant obtenu le meilleur score sera provisoirement sélectionnée à hauteur du budget prévu pour le présent appel à projets. Une liste de réserve sera en outre établie suivant les mêmes critères.

Soumission des compléments de pièces justificatives pour les demandes provisoirement sélectionnées

Un demandeur chef de file dont la demande a été provisoirement sélectionnée ou inscrite sur la liste de réserve sera informé par écrit par Expertise France. Il lui sera demandé de fournir les compléments de documents suivants

1. Une copie des états financiers les plus récents du demandeur chef de file (compte de résultat et bilan du dernier exercice clos)⁵, ou rapport d'audit externe produit par un contrôleur des comptes agréé si applicable. Les éventuels partenaires ne sont pas tenus de remettre la copie de leurs états financiers ;
2. La fiche d'identification financière (voir annexe D du présent Règlement) dûment complétée et signée par chacun des demandeurs (c'est-à-dire du demandeur chef de file et de ses éventuels partenaires), accompagnée des documents justificatifs demandés ;
3. Une fiche de description des capacités du demandeur chef de file (pas des partenaires) conforme au modèle joint en annexe E du présent Règlement ;
4. La dernière quittance du paiement des impôts du demandeur chef de file et des éventuels partenaires ;
5. La dernière quittance du paiement CNSS du demandeur chef de file et des éventuels partenaires

Les documents doivent être fournis sous la forme d'originaux, de photocopies ou de versions scannées (montrant les cachets légaux, signatures et dates) de ces originaux.

Si les pièces justificatives mentionnées ci-dessus ne sont pas fournies avant la date limite fixée dans la demande de soumission des pièces justificatives envoyée par Expertise France au demandeur chef de file, la demande pourra être rejetée.

Après vérification des pièces justificatives, le comité d'évaluation fera une recommandation finale au Directeur général d'Expertise France ou son délégué, qui décidera de l'attribution des subventions.

2.4 Notification de la décision d'Expertise France

Contenu de la décision

Les demandeurs chefs de file seront avisés par écrit de la décision prise par Expertise France au sujet de leur demande et, en cas de rejet, des raisons de cette décision négative.

Si un demandeur s'estime lésé par une erreur ou irrégularité commise dans le cadre d'une procédure d'appel à projets, il en réfère directement à Expertise France. Expertise France doit répondre dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception de la plainte. Par ailleurs, si la réponse d'Expertise France ne satisfait pas le demandeur, il peut introduire, dans un délai de deux mois suivant la notification de la décision le concernant,

⁵ Cette obligation ne s'applique pas aux personnes physiques ayant reçu une bourse ou ayant le plus grand besoin d'une aide directe, ni aux entités publiques ni aux organisations internationales. Cela ne s'applique pas non plus lorsque les comptes sont en pratique les mêmes documents que le rapport d'audit externe déjà fourni en vertu du point 2.4.2.

un recours auprès du Greffe du Tribunal administratif de Paris, 7 rue de Jouy, 75004 Paris - <http://paris.tribunal-administratif.fr/>.

Calendrier indicatif

	DATE	HEURE
1. Réunion d'information (si nécessaire)	27/05/2024	10H00, heure Tunis
2. Date limite pour les demandes d'éclaircissements à Expertise France	05/07/2024	23H59, heure Tunis
3. Dernière date à laquelle des éclaircissements sont donnés par Expertise France	10/07/2024	-
4. Information des demandeurs chefs de file sur l'ouverture, les vérifications administratives, de l'éligibilité (étape 1) et l'évaluation de la note succincte de présentation (étape 2)	20/08/2024	-
5. Information des demandeurs chefs de file concernant l'évaluation des demandes complètes (étape 3)	20/09/2024	-
6. Notification de l'attribution	30/09/2024	-
7. Signature du contrat	01/10/2024	-

Toutes les heures sont en heure locale d'Expertise France en Tunisie.

Ce calendrier indicatif renvoie à des dates provisoires (sauf pour les dates 2, 3 et 4) et peut être mis à jour par Expertise France au cours de la procédure. En cas de modification des échéances calendaires, les candidats seront dûment informés.

2.5 Conditions de la mise en œuvre après la décision d'Expertise France d'attribution d'une subvention

À la suite de la décision d'attribution d'une subvention, le(s) bénéficiaire(s) se verront proposer un contrat basé sur le modèle de contrat de subvention (annexe F du présent Règlement). Par la signature du formulaire de demande (annexe A du présent Règlement), les demandeurs acceptent, si la subvention leur est attribuée, les conditions contractuelles du modèle de contrat de subvention.

Lorsque la mise en œuvre d'une action nécessite la passation de marchés par le bénéficiaire et (le cas échéant) son/ses partenaires, le marché doit être attribué conformément à l'annexe IV du modèle de contrat de subvention.

2.6 Protection des données personnelles et confidentialité

Expertise France s'engage à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018.

Identité et coordonnées du responsable de traitement et de son représentant :

Expertise France

40 boulevard de Port Royal

75005 Paris

Représentée par son Directeur Général,

Responsable de traitement opérationnel :

Le Département des Systèmes d'Information représenté par son Directeur

Coordonnées du délégué à la protection des données personnelles :

informatique.libertes@expertisefrance.fr

Les fondements juridiques légitimant le ou les traitements correspondent aux c) et e) de l'article 6.1 du RGPD, à savoir que :

- Le traitement est nécessaire au respect d'une obligation légale à laquelle Expertise France est soumis ;
- Le traitement est nécessaire à l'exécution d'une mission d'intérêt public ou relevant de l'exercice de l'autorité publique dont est investi Expertise France ;

Les finalités du ou des traitements sont :

- La gestion et le suivi du présent appel à projets,
- La gestion et le suivi de l'octroi de la subvention objet de l'appel à projets.

Les destinataires ou catégorie de destinataires des données à caractère personnel sont exclusivement les personnels habilités de l'autorité contractante, des ministères et des opérateurs de l'Etat, en charge de la passation et de l'exécution du contrat, ainsi que de leurs prestataires d'assistance dans ses activités.

Durée de conservation : ces données sont conservées pendant toute la durée de passation et d'exécution du contrat, ainsi que durant la DUA applicable au contrat.

Conformément aux dispositions des articles 15 à 21 du RGPD, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent d'un droit d'accès, de rectification, et d'effacement à ces informations qui les concernent. Elles disposent également d'un droit à la limitation du traitement et d'opposition à ce traitement pour des motifs légitimes. L'exercice des droits d'information et de tout autre exercice de droit des personnes concernées par les traitements mis en œuvre peuvent être effectués auprès du délégué à la protection des données d'Expertise France.

La personne dont les données à caractère personnel sont collectées dans le cadre de la présente procédure dispose d'un droit de réclamation auprès de la CNIL.

Expertise France s'engage à garantir la confidentialité des propositions qui lui sont adressées et veille à ce soit assurée la sécurité et le stockage de ces propositions.

3. LISTE DES ANNEXES

DOCUMENTS A COMPLETER

- Annexe A: Formulaire de demande de subvention (format Word)
- Annexe B: Budget (format Excel)
- Annexe C: Cadre logique (format Excel)
- Annexe D: fiche d'identification financière (sera demandé après la notification de présélection)
- Annexe E : Formulaire de description des capacités financières et organisationnelles du candidat (sera demandé après la notification de présélection)

DOCUMENTS POUR INFORMATION⁶

- Annexe F: Modèle de contrat de subvention
- Annexe II: Conditions générales
- Annexe IV: Règles de passation des marchés
- Annexe V: Lettre de soumission des rapports et de demande de paiement
- Annexe VI: Modèle de rapport narratif et financier
- Annexe VII: Transfert de propriété d'actif
- Annexe VIII: Engagement d'intégrité

- Annexe G: Taux d'indemnités journalières (per diem), disponibles à l'adresse suivante:
http://ec.europa.eu/europeaid/funding/about-procurement-contracts/procedures-and-practical-guide-prag/diems_en (toutes les informations nécessaires étant disponibles par le lien, la publication de l'annexe est facultative)

* * *

⁶ Ces documents devraient également être publiés par Expertise France.